

Liberté pour les prisonniers politiques



Par: Guillermo Alvarado

Dans ce monde sens dessus-dessous avec cette terrible pandémie de Covid-19 qui préoccupe presque tous les peuples, l'on court le danger d'oublier que l'on commémore le 17 avril prochain La Journée Internationale du Prisonnier Politique.

La date a été instituée en 2005, après la tenue l'année précédente d'une réunion à Donostia, Euskal Herría, au Pays Basque Espagnol et au cours de laquelle des organisations basques, palestiniennes et de l'Argentine, entre autres, ont décidé d'organiser une journée pour exiger la libération de ceux qui sont en prison pour des motifs politiques.

Depuis lors, chaque année des organisations révolutionnaires, des partis politiques progressistes, des groupes humanitaires et des personnes de bonne volonté rendent hommage à ceux qui sont en prison car ils défendent les droits de leurs semblables, protègent la vie, l'environnement ou font face à l'action prédatrice des transnationales.

Le mouvement s'est élargi au fur et à mesure qu'augmente la tendance à donner à cette cause le caractère d'un délit susceptible de poursuites judiciaires et à politiser les luttes sociales. Des Mapuches au Chili, des Mayas au Guatemala et au Honduras sont même accusés de terrorisme pour le simple fait

d'exercer le droit légitime de défendre leurs terres et leurs ressources naturelles.

L'on estime qu'il y a plus de dix mille prisonniers politiques en Amérique Latine, en particulier dans le Triangle Nord Centraméricain et, depuis le coup d'état contre Evo Morales, en Bolivie aussi.

Mais la date sera aussi une occasion propice pour rappeler tous les Palestiniens détenus injustement dans la Bande de Gaza et en Cisjordanie où le régime sioniste d'Israël emprisonne même des enfants.

Le monde aura une pensée pour les patriotes sahraouis enfermés dans des prisons marocaines face à l'indifférence et le silence de presque le monde entier.

Sans aucun doute l'attention sera centrée sur le prisonnier politique le plus vieux de l'actualité Leonard Peltier, qui, de ses 75 ans, a passé 43 dans des prisons étasuniennes pour s'être battu pour les droits des peuples ancestraux

Et que dire de Julian Assange, soumis à des conditions brutales dans une prison britannique et qui court le risque d'être extradé vers les États-Unis où il pourrait être condamné à la peine de mort.

La réalité crue que nous impose l'actuelle pandémie ne doit pas permettre que nous oublions ces noms et d'autres encore, liés à la lutte pour un monde meilleur, plus juste, plus humain et plus solidaire.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/219815-liberte-pour-les-prisonniers-politiques>



Radio Habana Cuba